

ARRÊTÉ DU MAIRE

22 / 27 14

TEMPORAIRE Permission de voirie Occupation du domaine public Au droit du n° 20 rue Victor Hugo

Réf : 376/DD/YL/VT

Le Maire de la Commune de Montgeron,
Conseillère Régionale d'Ile-de-France

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de voirie routière,
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de **l'entreprise GRDF CI/CM M. SCHILMOLLER** dont le siège social est situé 7 rue Raoul Delattre - 94290 VILLENEUVE-LE-ROI, en date du 3 août 2022, afin d'effectuer des travaux sur le réseau de gaz (travaux sur trottoir) au droit du n° 20 rue Victor Hugo à Montgeron,
Considérant la nécessité de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers.

ARRÊTE

- Article 1 **L'entreprise TERGI**, dont le siège social est situé 33 rue de l'Amirault – 77090 COLLEGIEN, **pour le compte de GRDF**, est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer des travaux sur le réseau de gaz (travaux sur trottoir) au droit du n° 20 rue Victor Hugo à Montgeron. Le stationnement sera interdit au droit du chantier.
- Article 2 **Les travaux se dérouleront du mardi 13 septembre au lundi 3 octobre 2022 de 9h00 à 17h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 6 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
- A Monsieur le Commissaire de Police
 - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 7 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron le, 08 SEP. 2022

Sylvie CARLON
Maire de Montgeron
Conseillère Régionale d'Ile-de-France

